

LE GARDIEN.

Libération conditionnelle.

(Ord. n° 1 du 14 avril 1924).

Bulletin de renseignements du nommé

(1) KAMBARE, congolais de race Basua, fils de Kambunga (1) et de Kabilala (2), originaire du village de Kambarasa, chef. Juriste, terrero de Rubero, district de Kivu, résidant au C.E.C. de Goma, même district.

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	T. R. R.
Date du jugement	30-1-53
Motif de la condamnation	Exploitation illégale d'or non autorisé
Durée de la servitude pénale principale	Deux ans
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	17-12-52
Décision de la juridiction d'appel	Confirmation
Date du jugement d'appel	28-3-53
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	15-6-53
Date d'expiration de la peine	17-12-54

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

En qualité de coauteur, à la colline de Gitovu, Chefferie du Ruberuka, territoire de Kiyumba (Ruanda), la journée du 17 décembre 1952, fut surpris alors qu'il extrayait clandestinement, au fond d'un puits, du gravier aurifère.

Défendeur

Promoteur

Kig. le 16/6/53

S. Lany

Défendeur

Frais au pays

28/5/53

S. Lany

Défendeur

Frais au pays

4/1/54

S. Lany

Défendeur

7/8/53

S. Lany

L'Officier du Ministère Public,

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. — Après trois mois dans les cas contraires. Après cinq ans, si la peine est perpétuelle,

Observations du gardien de la prison sur :

1° la conduite.

persuadeux.

2° le caractère.

loy.

3° les dispositions morales du détenu.

franc moy payé - satisfait.

défavorable.

15.6.53.

favorable
fin honnête - satisfait
Rudolf le 29.12.53

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

Prénoms - 1616153 - R. Adpt. - J. Pauthier

id. 24.5.54

id. favorable - 6.5.54 - R. Adpt. - J. Pauthier

défavorable 21.5.54 R. Adpt. - J. Pauthier

défavorable 16.8.1954 R. Adpt. - J. Pauthier

id. 24.5.54
id. 21.5.54
id. 16.8.1954
id. 24.5.54
id. 21.5.54
id. 16.8.1954

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A représenter dans dix mois

Usumbura, le 7 JUIN 1954

Le Vice-Gouverneur Général H.
Gouverneur du Ruanda-Urundi

Le Chef du Service du Contentieux et
de la Justice

P. LEROY

A représenter dans six mois

Usumbura, le 08 JUIN 1954

Le Vice-Gouverneur Général H.
Gouverneur du Ruanda-Urundi

Le Chef du Service du Contentieux et
de la Justice

H. BORREUX P. LEROY

A représenter dans cinq mois

Usumbura, le 17 JAN 1954

Le Vice-Gouverneur Général H.
Gouverneur du Ruanda-Urundi

p. o.

Le Chef du Service du Contentieux et
de la Justice

J. WESTHOF. P. LEROY

A représenter dans trois mois

Usumbura, le 08 JUIN 1954

Le Vice-Gouverneur Général H.
Gouverneur du Ruanda-Urundi

p. o.

Le Chef du Service du Contentieux et
de la Justice

H. BORREUX P. LEROY

A représenter des paiement
des frais.

Usumbura, le 26 août 1954

Le Gouverneur du Ruand-Urundi
p.o.

Le Chef du Service du Contentieux
et de la Justice, J. WESTHOF

251

Résidence d. u. Ruanda
Prison de Rigali

N° R. E. / 6157/Ruf.
R. M. P. N° 3382/111

FICHE DU DÉTENU : K A M B A R E

Originaire de la chefferie Mukate

Territoire Rubero

Résidence ou district Nord Kivu

Condamné le 30 janvier 1953, par T. I. R.

à deux ans S.P.P. 250f. am. ou 1 mois. S.P.S. + 65f. 65 francs en f. CPC

du chef d'exploitation illicite d'or non ouvé

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

Tournez s'il vous plaît

PUNITIONS

Dates	Motif	Peine
19-2-53	Paresse au travail	4 coups fouet.
19. 3-53	Refus travail héant à Rukengeri.	4 coups fouet
		—

REQUISITION
à fin
D'EMPRISONNEMENT
pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps.

Tribunal de Appel - 1^{re} Instance
Conseil de guerre

ANPA 567 RUP 3382/Kiy

1^{re} Instance

L'Officier du Ministère public près le { Tribunal de Appel du R.
Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de Kigali
de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé KAMBARÉ

condamné par jugement du { Tribunal de Appel du R. - 1^{re} Instance
Conseil de guerre de

du 28-3 1953, devenu irrévocable le

à 1 mois de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de 250 fr. (ou) à sept jours + sept jours

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de 65 f. 65 + 51 f. 35

montant des frais du procès (ou) à (1^{re} instance) (appel) de contrainte par

corps faute de verser la somme de — montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A Duvallier, le 4 sept, 1953

L'Officier du Ministère Public,

Au bout de 7 jours
A Rubengau

Appt. L. M. J.
2

LE TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA, SEANT A KIGALI, Y SIEGEANT EN MATIERE REPRESSIVE, A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT :

AUDIENCE PUBLIQUE DU 30 JANVIER 1953.

EN CAUSE :
MINISTERE PUBLIC
CONTRE:

- 1°- KAMBARE, congolais, de race Basua, fils de Kabunga (+) et de Kabila (+) originaire du village Mambasa, chefferie Muliata, territoire de Lubero, District du Nord-Kivu, Province du Kivu et résidant au C.E.C. de Goma, territoire de Goma, District du Nord-Kivu, maçon sans emploi, détenu préventivement à la prison de Kigali;
- 2°- RUKARA, munyarwanda, muhutu, fils de Ntuyahaga (+) et de Nyirabarora (+) originaire de la colline Gitare, et résidant à Gitovu, chefferie Buberuka, territoire de Biumba, cultivateur, détenu préventivement à la prison Kigali;
- 3°- KARASI, munyarwanda, muhutu, fils de Njangwe (+) et de Nyiragacondo (+) originaire de la colline Bweramvura, chefferie Buliza, territoire de Kigali et résidant à Gisozi, chefferie Bwanacyambwe, même territoire, détenu préventivement à la prison de Kigali;

VU, par le Tribunal de Résidence du Ruanda, seant à Kigali, y siégeant en matière répressive, la procédure suivie à charge des prévenus qualifiés ci-dessus pour avoir :

en qualité de coauteurs, à la colline Gitovu, chefferie Buberuka, territoire de Biumba, Résidence du Ruanda, pendant la journée du 17 décembre 1952, procédé à des travaux d'exploitation ayant pour objet une substance précieuse en l'espèce de l'or non ouvré; infraction prévue et punie par les art. 21 et 23 du C.P.L. Ier et les art. 1 et 27 du Décret du 20 avril 1928, rendu applicable au Ruanda-Urundi par l'Ordonnance du Ruanda-Urundi n° 22/TF. du 11 octobre 1929;

VU la comparution volontaire des prévenus qui déclarent renoncer expressément à leur droit de réclamer la formalité de la citation;

OUI les prévenus en leur interrogatoire;

OUI le Ministère Public en ses conclusions et réquisitions conformes;

OUI les prévenus en leurs dires et moyens de défense présentés par eux-mêmes;

SUR QUOI le Tribunal prononce sur les bancs le jugement dont les termes sont repris ci-après :

ATTENDU que pendant la journée du 17 décembre 1952, à la colline Gitovu, chefferie Buberuka, territoire de Biumba, Résidence du Ruanda dans la vallée de la Gihuriro, en zone minière A concédée à la Minétain le nommé Kambale vers 8 1/2 h. du matin fut surpris en flagrant délit par le sieur Everaert, chef de secteur de la Société Rémina et quatre travailleurs indigènes qui l'accompagnaient, au moment où au fond d'un puits il extrayait du gravier aurifère à l'aide d'une serpette; qu'interrogé par l'Officier de police judiciaire instructeur il affirma avoir procédé à l'extraction de gravier aurifère sur invitation du nommé Rukara indigène habitant à moins de 100 mètres de l'endroit et déclara que celui-ci ainsi que le nommé Karasi, peu de temps avant l'arrivée du précité sieur Everaert, l'avaient quitté pour aller porter jusqu'à la rivière et y laver le gravier aurifère qu'un jour avant lui ils avaient extrait du puits dans lequel il fut pris; et précisa que c'était le nommé Rukara qui lui avait fourni le matériel que le plaignant avait saisi entre ses mains, notamment leur serpette, un bassin et un sac d'emballage; qu'il maintint cette accusation devant le magistrat instructeur et répéta devant lui toutes ces premières déclarations; que cependant, au cours des débats à l'audience il changea quelque peu sa version et tout en confirmant qu'il avait agi sur instruction du nommé Rukara, il déclara que le gravier qu'il extrayait devait servir à crépir la hutte de Rukara;

ATTENDU que, quant aux preuves, la culpabilité des trois prévenus KAMBALE, RUKARA et KARASI, est établie à suffisance de droit, quant au premier, par les déclarations formelles du sieur Everaert et quatre de ses travailleurs indigènes qui le surprirent en flagrant délit, au fond d'un puit ainsi que par ses aveux complets et circonstanciés tant devant l'officier de police judiciaire que devant le magistrat instructeur et quant aux deux autres par les accusations formelles et concordantes qu'il porta contre eux au cours de l'instruction préparatoire ainsi que par l'impossibilité dans laquelle chacun des deux se trouvait de justifier valablement l'emploi de leur temps pendant la matinée de ce jour du 17 décembre 1952 - justification leur demandée à peine 24 heures plus tard, - tel qu'il résulte de la divergence et la contradiction de leurs déclarations à ce sujet ainsi que des dénégations formelles du nommé Simparingoma que Rukara avait invoqué comme témoin;

ATTENDU que les faits mis à charge des trois prévenus sont constitutifs d'exploitation d'or non ouvée sans titre légal, commise en qualité de coauteurs, fait prévu et puni par les art. 21 et 23 du C.P.L. Ier et les art. 1 et 27 du Décret du 20 avril 1928 rendu applicable au Ruanda-Urundi par l'ORU. n° 22/TF. du 11 octobre 1929;

ATTENDU que quant au taux de la peine à prononcer, il importe de se montrer sévère dans la répression des exploitations illicites d'or commises dans ce pays où l'impossibilité de surveillance risque par trop de favoriser leur extension;

ATTENDU qu'il y a lieu de prononcer la confiscation du bassin de la serpette et du sac d'emballage saisi par l'Officier de Police judiciaire instructeur entre les mains du nommé Kambale et appartenant au nommé Rukara, ce matériel ayant servi et étant destiné à commettre l'infraction d'exploitation d'or retenue à charge des trois prévenus; qu'il importe de donner main levée de la saisie opérée sur une chemise et un capitula trouvés sur les lieux d'exploitation par le plaignant et appartenant aux prévenus;

PAR CES MOTIFS :

VU les articles 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 21 et 23 CPL. Ier

VU les articles 1 et 27 du D. du 20-4-1928 rendu applicable au Ruanda-Urundi par l'Ord. du RU. n° 22/TF. du 11-10-1929;

VU le Décret du 11 juillet 1923 formant, avec les décrets modificatifs, le Code de Procédure Pénale, le Décret du 30 janvier 1940 formant le Code Pénal de la Colonie rendu exécutoire au Ruanda-Urundi par l'Ordonnance du 18 mai 1940, le Décret du 5 juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire du Ruanda-Urundi;

STATUANT CONTRADICTOIREMENT;

DECLARE l'infraction telle que libellée à la prévention établie dans le chef des prévenus KAMBALE, RUKARA et KARASI et en conséquence les condamne de ce chef à DEUX ANS de servitude pénale principale, et DEUX CENT CINQUANTE FRANCS d'amende chacun;

FIXE à UN MOIS la durée de la servitude pénale subsidiaire à subir par chacun en cas de non paiement de l'amende dans le délai légal;

LES CONDAMNE en outre chacun à un tiers des frais de l'instance taxés en totalité à la somme de CENT NONANTE SEPT FRANCS soit SOIXANTE CINQ FRANCS et SOIXANTE CINQ CENTIMES chacun;

FIXE à SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps à subir par chacun en cas de non paiement dans le délai légal;

PRONONCE la confiscation du bassin, de la serpette et du sac d'emballage et donne mainlevée de la saisie opérée sur une chemise et un capitula; tous objets inscrits au R.O.S. du Greffe sous le n° 161;

AINSI jugé et prononcé à l'audience publique du trente janvier mil neuf cent cinquante trois, à Kigali, à laquelle siégeaient Messieurs :

DANIEL VAUTHIER
GHISLAIN TACQ
VICTOR ROUARD,

JUGE SUPPLEANT,
OFFICIER DU MINISTERE PUBLIC
GREFFIER,

LE GREFFIER,

V.ROUARD,

LE JUGE SUPPLEANT,

D.VAUTHIER,

Le Tribunal de Première Instance du Ruanda-Urundi séant à **Usumbura** en matière répressive au Degré d'Appel a rendu le jugement suivant : **KIGALI**

Audience publique du **28 MARS**

1900 cinquante **trois**

En cause :
MINISTÈRE PUBLIC

Contre

- 1^{er}- **KAMBARE**, congolais de race Basua, fils de Kabunga (+) et de Kabila (+) originaire du village Mambasa, chefferie Muliato, territoire Lubero, District du Nord-Kivu, Province du Kivu, résidant au C.E.C. de Goma, territoire de Goma, District du Nord-Kivu, maçon sans emploi, détenu préventivement à la prison de Kigali;
- 2^e- **RUKARA**, munyarunda, muhutu, fils de Ntuyahaga (+) et de Nyirabarore (+) originaire de la colline Gitare, résidant à Gitovu, chefferie Buberuka, territoire de Biumba, cultivateur, détenu préventivement à la prison de Kigali;
- 3^e- **KARASI**, munyarunda, muhutu, fils de Njangwe (+) et de Nyiragacondo (+) originaire de la colline Bweramvura, chefferie Buliza, territoire de Kigali, résidant à Gisozi, chefferie Bwanacyambwe, même territoire, maçon au service du territoire de Kigali, détenu préventivement à la prison de Kigali.

VU par le Tribunal de Première Instance du Ruanda-Urundi la procédure suivie à charge des prévenus ci-dessus, pour avoir:

- " En qualité de coauteurs, à la colline Gitovu, chefferie Buberuka, territoire de Biumba, Résidence du Ruanda, pendant la journée du 17 décembre 1952, procédé à des travaux d'exploitation ayant pour objet une substance précieuse, en l'espèce de l'or non ouvré; (Infraction prévue et punie par les articles 21 et 23 du Code Pénal, Livre I et les articles 1 et 27 du Décret du 20 avril 1928, rendu applicable au Ruanda-Urundi par l'Ordonnance du Ruanda-Urundi N° 22/TF du 11 octobre 1929).

VU le jugement rendu contradictoirement par le Tribunal de Résidence de **Ruanda**, séant

à **Kigali** en date du **30 Janvier 1953** dont le dispositif suit

STATUANT CONTRADICTOIREMENT:

DECLARE l'infraction telle que libellée à la prévention établie dans le chef des prévenus **KAMBARE**, **RUKARA** et **KARASI** et en conséquence les condamne de ce chef à **DEUX ANS** de servitude pénale principale et **DEUX CENT CINQUANTE FRANCS** d'amende chacun;

FIXE à **UN MOIS** la durée de la servitude pénale subsidiaire à subir par chacun en cas de non paiement de l'amende dans le délai légal;

LES CONDAMNE en outre chacun à un tiers des frais de l'instance taxés en totalité à la somme de **CENT NOUANTE SEPT FRANCS** soit **SOIXANTE CINQ FRANCS ET SOIXANTE CINQ CENTIMES** chacun;

FIXE à **SEPT JOURS** la durée de la contrainte par corps à subir par chacun en cas de non paiement dans le délai légal;

PRONONCE la confiscation du bassin, de la serpette et du sac d'emballage et donne mainlevée de la saisie opérée sur une chemise et un capitula, tous objets inscrits au R.O.S. du Greffe sous le N° 161.

VU l'appel interjeté contre ce jugement par le **9** prévenu **s** le **2 et 3 février 1953**

et par Monsieur le Procureur du Roi du Ruanda-Urundi le **11 février 1953**

VU la fixation d'audience au **21 Mars 1953** à **Usumbura Kigali**

VU la notification d'appel et de date d'audience notifiée au **1** prévenu **s** ci-dessus par exploit de l'huissier **Marcel BADDARD** en date du **26 février 1953**

VU l'audience du **21 mars 1953** à laquelle le **s** prévenu **s** ont comparu **s**;

OUI Monsieur le Président du Siègre en son rapport sur la procédure et les faits de la cause ;

OUI le Ministère Public en ses requisitions tendant à **entendre la confirmation du premier jugement**

OUI le **s** prévenu **s** en **leurs** dires et moyens des défense présentés par **eux** même ;

VU l'instruction faite devant le Tribunal ;

SUR QUOI le Tribunal, après en avoir délibéré, prononça le jugement suivant à l'audience du **28 Mars 1953**

ATTENDU que le jugement dont appel a été prononcé le **30 Janvier 1953** ; que l'appel d **es** prévenu **s** est du **2 et 3 Février 1953** et l'appel du Ministère Public du **11 février 1953**;

QUE les dits appels sont réguliers dans les délais et, partant, recevables en la forme ;

ATTENDU au fond **qu'en instance d'appel les prévenus nient toute participation à l'infraction et se défendent de la sorte comme ils l'ont fait en premier degré;**

ATTENDU que leur culpabilité a été retenue sur la base des motifs qui entraînent également la conviction de la présente juridiction;

ATTENDU, d'autre part, que les faits ont été exactement qualifiés et sanctionnés au regard de la loi pénale;

QU'IL y a lieu de confirmer en tout le jugement entrepris;

EN METTANT les frais d'appel à charge des prévenus;

PAR CES MOTIFS,

LE TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE SIEGEANT AU REPRESSIF EN DEGRE D'APPEL,
STATUANT

VU les textes légaux relevés dans le jugement entrepris ;

VU le Décret du 5 juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda-Urundi et spécialement en ses articles 61 - 66 - 67 - 68 - 78 - 79 ;

VU le Code de Procédure Pénale Congolais, rendu exécutoire au Ruanda-Urundi par l'O.R.U. 11/82 du 21 juin 1949, spécialement en ses articles 109 à 117 ;

OUI le Ministère Public en ses réquisitions faites à l'audience publique du 27 Mars 1953 par Monsieur le 1er Substitut du Procureur du Roi G. TACQ

REÇOIT en la forme l'appel d es prévenu s et du Ministère Public ;

DECLARE fondée la procédure d'appel en ce qui concerne

En conséquence,

CONFIRME la décision entreprise

Emendant la décision entreprise quant à

ELEVE - REDUIT

DIT pour droit que

ANNULE la décision entreprise en tout - en partie

Et statuant à nouveau

Quant aux frais : taxés en totalité à la somme de Frs. 15.-

MET les frais d'appel à charge des prévenus, soit CINQUANTE ET UN FRANCS TRENTE

CINQ CENTIMES chacun MET les frais des deux instances à charge de

en édictant une contrainte par corps de SEPT JOURS à défaut de les acquitter dans le délai légal ;

CONFIRME pour le surplus

AINSI jugé et prononcé à Usumbura, en audience publique du 28 Mars

1900 CINQUAN-

TE TROIS

, à laquelle siégeaient Messieurs :

F. WALHIN
FALAISE
JERNANDER
G. TACQ
V. ROUARD

Juge-Président,
et
Assesseurs,
Ministère Public,
Greffier-Assumé

LE GREFFIER-ASSUME

Le V. ROUARD

LE JUGE-PRESIDENT

Le F. WALHIN

, qui prête
serment.

Pour copie en 1/10
Le Greffier

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL DE 1^o INSTANCE DU RU. SIEGEANT
A KIGALI, EN DEGRE D'APPEL

Reg. du M.P. No 3382/T.- RMPA. 5672

Reg. du rôle. No 400

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^o Instance du RU. résidant à
Kigali

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret
du 11 juillet 1923 ;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à KIGALI
de recevoir et emprisonner le nommé KAMBALE, congolais, noyerwender, préqualifié,
détenu à la prison de Kigali

Kigali condamné par jugement du Tribunal de 1^o Instance, degré d'appel, siégeant à
en date du 28 mars 195 3 devenu irrévocable le immédiatement 195

à CONFIRMATION DU 1er JUGEMENT

du chef d (VOIR AU VERSO)

CETTE REQUISITION REMPLACE LA PRECEDENTE.

Kigali

, le 11 mai 1953

L'Officier du ministère Public,

CH. SACRE,



RESUME DES FAITS/

Avoir, en qualité de coauteur, à la colline Citovu, chefferie Buberuka, territoire de Biumba, Résidence du Ruanda, pendant la journée du 17 décembre 1952, procédé à des travaux d'exploitation ayant pour objet une substance précieuse en l'espèce de l'or non ouvré; infraction prévue et punie par les art. 21 et 23 du CPL. 1er et les art. 1 et 27 du D. du 20-4-28 ORU. n° 22/TF. du 11-10-29

11 mai 1953

L'Officier du Ministère Public

CH. SACRE

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA, SEANT
A KIGALI

Reg. du M.P. No 3382/T.

Reg. du rôle. No 741

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à
Kigali

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret
du 11 juillet 1923 ;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à KIGALI
de recevoir et emprisonner le nommé KAMBARE, ~~MUNYARWANDA~~, préqualifié,
fié, détenu à la prison de Kigali

condamné par jugement du Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali
en date du 30 janvier 1953 devenu irrévocable le 9 février 1953
à DEUX ANS, DE S.P.P., 250 FR.S. D'AMENDE OU 1 MOIS DE S.P.S.
du chef d (VOIR AU VERSO)

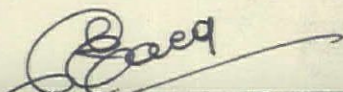
Kigali

, le 2 février

1953

L'Officier du ministère Public,

G. TACQ,



RESUME DES FAITS:

Avoir, en qualité de coauteur, à la colline Gitovu, chefferie Buberuka, territoire de Biumba, Résidence du Ruanda, pendant la journée du 17 décembre 1952, procédé à des travaux d'exploitation ayant pour objet une substance précieuse en l'espèce de l'or non ouvré; fait prévu et puni par les art. 21 et 23 C.P.L. Ier et les art. 1 et 27 du D. du 20 avril 1920, rendu applicable au Ruanda-Urundi par l'Ord. ~~du~~ n° 22/TF. du 11 octobre 1929.

R. P. A. No 400

R. M. P. A. 567

/R. P. 74I

Notification d'appel et de date d'audience

L'an mil neuf cent CINQUANTE TROIS

, le 26^e jour du mois

de

A la requête de P. DELFOSSE

Greffier adjoint du Tribunal de première instance d'Usumbura.

Je soussigné Paulus Marcel Huissier assermenté demeurant à Kigali

Ai donné notification à KAMBARE, congolais, de race Basua, fils de Kabunga (+)

et de Kabila (+) originaire du village Mambasa, chefferie Muliata, territoire de Mubero, District du Nord-Kivu, Province du Kivu, et résidant au C.E.C. de Goma, territoire de Goma, District du Nord-Kivu, maçon sans emploi, détenu préventivement à la prison de Kigali.

faisant profession de

étant à : Kigali et y parlant à : lui-même

de l'appel interjeté par Monsieur le Procureur du Roi du Ruanda-Urundi

par acte du 14 février 1900 cinquante trois

du jugement rendu le 30 janvier 1953 par le Tribunal de Résidence de Ruanda à Kigali

en cause : Ministère Public contre KAMBARE préqualifié

Et d'un même contexte, j'ai huissier soussigné, signifié à KAMBARE Kigali préqualifié la date d'audience devant le Tribunal de première instance d'Usumbura, séant, siégeant comme juri-

diction répressive au degré d'appel, du 21 mars 1900 cinquante trois à huit heures du matin au local ordinaire de ses audiences, à laquelle la cause sera appelée

Et pour que le notifié n'en ignore, je lui ai, étant et parlant comme ci-dessus, laissé copie de mon présent exploit.

Dont acte : COUT 8 FRANCS.

L'HUISSIER,

PARQUET DU RUANDA

KIGALI.

AVIS DE FIXATION AU GARDIEN DE LA PRISON DE KIGALI.

=====

Le dossier R.M.P. N° *2582/T*

en cause de 1) *MAANDARE*

2) *RUHARWA*

3) *KARARI*

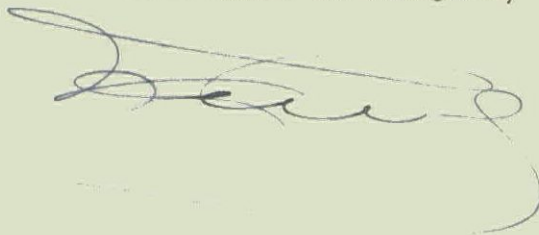
4)

5)

détenus préventivement, a été envoyé en fixation devant le Tribunal
de *Ngazara*

Kigali, le *24 10* - 195*6*.-

Le Secrétaire du Parquet,



ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

L'an mil neuf cent cinquante deux le vingt septième jour du mois de décembre suppléant
 Par devant Nous D. VAUTHIER Juge de Tribunal de Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
~~Juge de Tribunal de Première Instance~~ a comparu le nommé KAMBAR, congolais
 préqualifié, détenu à la prison de Kigali

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
 a exposé qu'une instruction du chef de 1) Exploit. illicite or non ouvré,
 a rt. 27 D.20.4.28.2) Ifract. art.11 OLRU no 347/AIMODU 4.10.43.
 était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus de six mois que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose

L'an mil neuf cent cinquante deux le vingt septième jour du mois de décembre suppléant
 Nous D. VAUTHIER Juge du Tribunal de Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
~~Juge de Première Instance~~

Attendu que le nommé KAMBAR
 est prévu de Exploitation illicite or non ouvré, et infract. art. 11
 et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Kigali

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois de S. P.
 qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité.

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

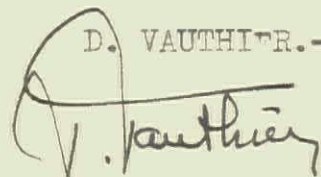
Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé KAMBAR
 soit conduit et détenu à la prison de Kigali

Notifié au prévenu le 195 . . .

Le Juge- suppléant

D. VAUTHIER.-



Signalement :

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

Taille

Cheveux

Sourcils

Yeux

Front

Nez

Bouche

Menton

Barbe

Figure

Signes particuliers :

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le de

(Conseil de guerre

Résidence du Membre, nous arrêtons et conduisons

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

LELIEU, congolais, de race Basu, fils de Lelima (+) et de Nabila (+)
 originaire du village Lelima, chef-lieu du territoire
 Lelima, District du Nord-Est, Province du Kivu et résident
 au C.F.C. de Goma, territoire de Goma, District du Nord-Est,
 région sans emploi

prévenu de exploitation illégale d'un bon ouvrier (D. 20-2-28-28 - C.M.
 11-10-29)

infraction prévue par l. art.

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est
 passible d'une peine de plus de 6 mois de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit

soit arrêté et conduit à la maison centrale de

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de
 prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à, le 26 décembre 1952

L'Officier du Ministère Public.

G. T. M.,

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

5275. — Pour obtenir ce modèle rappelez le n^o V. 33

PROCES-VERBAL D'ARRESTATION.-

L'an mil neuf cent. *cinquante deux*, le *six septième*
 jour du mois de *decembre*
 Nous, *WOLWERTZ René Gery Joseph*
 en Territoire de *Buimba*, Officier de Police Judi-
 ciaire à compétence *générale*

Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,
 saisi le nommé *Kam bare*, fils de *Mukuido (+)*
 et de *Kabwira*, originaire du Territoire de *Lubero*
 chefferie *Magan*, sous-chefferie *Cibindiga*
 colline *goma*, résidant à *Cibindiga*
 inculpé de *vol fiers précieux* et attendu que l'infraction commise
 par cet indigène est punissable de-(1) plus de deux mois-(2) au moins
 six mois de servitude pénale et -(1) qu'elle est flagrante ou réputée
 telle-(2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité,
 nous l'avons fait conduire
Priso Buimba / *seu sans feru*
Priso Kigali

Je jure que le présent procès-verbal
 est sincère.

L'Officier de Police Judiciaire,

WOLWERTZ

R. Wolwertz

(I)(2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon 25 Km. du lieu ou se
 trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de réprimer l'
 infraction.